



NI DIALOGUE SOCIAL, NI PROVOCATIONS RACISTES : POUR UNE RENTRÉE DES LUTTES !

BULLETIN DU NPA POSTE - MARDI 5 SEPTEMBRE 2023



Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui se suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

La guerre sociale qu'ils nous mènent

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics. Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices

au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

Ni provocations racistes, ni dialogue social

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire !

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.

nouveupartianticapitaliste.fr / contact@nouveupartianticapitaliste.fr



Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA



[npanouveupartianticapitaliste](https://www.instagram.com/npanouveupartianticapitaliste)



[NPA_NouvParAnti](https://twitter.com/NPA_NouvParAnti)

Des miettes pour les uns, rien pour les autres... augmentez TOUS les salaires !

Après la minable augmentation de 1,5% du point d'indice de la Fonction Publique, le gouvernement a annoncé le 12 juin dernier une prime dite de « pouvoir d'achat » pour les fonctionnaires pouvant aller jusqu'à 800 €. Sauf que les 40 000 postiers fonctionnaires en sont exclus ! La Poste s'illustre dans sa radinerie, quel que soit le statut des personnels. Les syndicats ont tous interpellé l'entreprise pour que cette dernière verse leur dû aux collègues fonctionnaires. Ras-le-bol des primes cache-misère, qui ne concernent jamais tout le monde : l'inflation galopante se moque de nos statuts et impactent tous les postier.es ! Que l'on soit fonctionnaires, salarié.es en CDI ou intérimaires, il faut que nos salaires augmentent massivement et suivent l'inflation.

Tous les ans, ça pleure la bouche pleine

Début août, le groupe La Poste a dévoilé ses comptes pour les 6 premiers mois de l'année : le chiffre d'affaires augmente de 4% pour atteindre 17 milliards €, avec un résultat net de 461 millions €... et il est probable que d'ici à la fin de l'année ces résultats doublent... Contrairement aux mensonges répétés dans les services, La Poste fait du fric, et le distribue généreusement aux plus hauts dirigeants et aux actionnaires. Tous ces bénéfices records année après année permettraient pourtant à la fois de maintenir les emplois, d'augmenter les salaires et de maintenir tous les bureaux de poste.

La Poste ment, le tribunal dit OK

Une décision de justice défavorable aux postiers est tombée ce 31 août. Le syndicat SUD Poste 92 avait assigné la Poste qui alignait les mensonges pour faire passer en force les réorganisations/délocalisations de Courbevoie et Issy les Moulineaux. Le dossier était on ne peut plus simple, une expertise a été votée à chaque fois en CHSCT mais la Poste nie l'évidence à l'aide de faux témoignages de cadres et petits chefs voyous qui vont jusqu'à tenter d'intimider physiquement les représentants du personnel avant les CHSCT pour qu'ils ne puissent pas voter d'expertises. Des faux témoignages auquel la justice a donné crédit : n'oublions jamais que les travailleurs et

travailleuses ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour défendre leurs propres intérêts.

La Poste ne se trompe pas de cible

Le 18 Août dernier, le PDG de La Poste a tranché : Alexandre, secrétaire de la CGT FAPT 66 écoperait donc de 18 mois de suspension de fonction et de 6 mois avec sursis, pour sa participation au piquet de grève devant le centre de Perpignan Nord pendant la grève sur les retraites. Dans le 66, une intersyndicale CGT-CNT-SUD et une AG départementale de grévistes de La Poste avaient été à la pointe d'une lutte qui avait regroupé plusieurs secteurs du monde du travail. C'est cette politique de regroupement des postiers et des entreprises sur des objectifs communs que La Poste veut briser.

UPS (Etats-Unis) : une menace de grève porteuse de leçons

Le syndicat International Brotherhood of Teamsters, le plus puissant des USA, a confirmé fin Août la signature d'un nouvel accord collectif pour les 340 000 salariés d'UPS. Le contrat précédent arrivait à échéance cet été, et la direction du syndicat a mené en parallèle des négociations avec UPS une campagne de mobilisation de ses membres en agitant la menace – crédible – d'une grève de plusieurs dizaines de milliers de livreurs et autres salariés UPS en pleine période estivale. Au final, un accord a été signé presque à la dernière minute. Il semble que des avancées sur les salaires et les conditions de travail ont été obtenues, qui n'auraient pas existé sans menace de grève. Mais il n'est pas sûr que les gains salariaux actés tiennent face à l'inflation, et l'ensemble des discriminations contre les temps partiels n'ont pas été éliminées. Les chefs d'autres entreprises s'inquiétaient d'une grève à UPS : le contrat des entreprises de l'automobile expire le 14 septembre, alors que 165 000 acteurs et 11 500 scénaristes sont toujours actuellement en grève. La direction du syndicat n'a pas voulu miser sur une grève qui ait une chance de se propager à plusieurs secteurs à la fois. Et c'est pourtant cette stratégie qui est celle qui permet de gagner, la seule qui peut menacer le pouvoir de la classe dirigeante.